

Synthèse

Depuis les premières années de l'indépendance, le secteur agricole a constitué pour les différents gouvernements passés l'objet d'une attention particulière. C'est un secteur qui emploie plus de 40% de la population totale du pays et contribue à une hauteur de 20% du Produit Intérieur Brut. La forte dépendance du PIB d'un secteur comme l'agriculture donne l'impression aux acteurs économiques que le secteur doit y jouir d'une stabilité certaine. Or, ce n'est pas le cas au Maroc puisque l'agriculture marocaine fait face à un sérieux problème depuis plusieurs décennies. Ainsi, la dépendance du secteur agricole des aléas climatiques (Pluie, Température) représente un obstacle devant le développement d'une agriculture massive et plus rentable. C'est ainsi, et à travers l'analyse des différents documents présents sur ce dossier, commençant par l'article de journal publié par Les Echos le 29 février dernier et arrivant jusqu'à l'extrait d'un dossier publié en octobre 2002 dans le magazine Terre et Vie en passant par un graphe représentant la variation du PIB agricole par rapport au PIB, d'un extrait de l'encyclopédie électronique « Wikipédia » en plus de l'image issue du barrage El Wahda situé au nord du pays, ce sont tous les documents qu'à travers nous essayerons de voir de plus près ce problème, de l'analyser, et d'essayer d'y remédier en essayant de trouver une solution à un problème qui frappe toujours notre agriculture. Ainsi, nous essayerons en premier lieu de diagnostiquer en général le secteur agricole au Maroc, puis nous verrons comment l'agriculture marocaine peut être influencée par le problème des aléas climatiques avant d'essayer de discuter à propos des solutions possibles pour faire face à ce phénomène.

L'agriculture marocaine représente un secteur économique important au Maroc. C'est un secteur qui, d'après l'encyclopédie « Wikipédia », englobe 40% de la population active avec plus de 9 Millions d'hectares cultivés au total. Elle produit principalement des céréales, des agrumes, du raisin, des légumes et des olives. Cependant, cette agriculture est fortement dépendante des aléas climatiques. C'est-à-dire qu'elle est affectée directement par la variation annuelle des pluies et de la température. Ainsi, une irrégularité annuelle, une variabilité inter annuelle des précipitations et une hétérogénéité de leur distribution dans l'espace représente, selon le magazine Terre et Vie, des problèmes qui menacent l'agriculture marocaine et en gros toute l'économie marocaine. D'ailleurs, le graphe, présent dans ce document, nous le confirme. Annuellement, et depuis 1999 jusqu'à l'an 2008, on remarque toujours une variance parallèle du PIB agricole à côté du PIB. Si on remarque une croissance positive du PIB agricole, on remarque d'un autre côté une croissance positive et parallèle du PIB par rapport au PIB agricole. L'inverse est aussi tout à fait juste. Conclusion : Notre économie et sa croissance se base sur la croissance du secteur agricole. Or, normalement,

baser une économie sur un secteur doit essentiellement être fait dans le cas d'une certaine stabilité du secteur. Cependant, ce n'est pas le cas pour le Maroc. Et les résultats se font voir aujourd'hui. La dépendance presque totale des aléas climatiques va entraîner cette année une campagne agricole dite « catastrophique », selon l'article publié par le journal LesEchos. Le royaume vient de connaître plus de trois mois de sécheresse accompagnée d'une vague de froid qui a durement touché certaines cultures, comme la pomme de terre et certaines régions, comme celle de la Moulouya. Une chose est sûre, le secteur agricole sera durement touché, confirme le rédacteur. La production céréalière marocaine de cette année risque d'être anémique. Un problème de plus, nous allons recourir encore plus à l'importation des denrées de base pour subvenir à nos besoins. Cette année, c'est la grande catastrophe. Les prix des céréales au marché mondial pendant le début de cette année n'ont cessé d'augmenter, un autre problème pour la caisse de compensation qui ne supporte plus les augmentations des prix aux cours mondiaux devant une politique de stabilisation des prix au marché national.

Ce problème de dépendance du secteur agricole des aléas climatiques relève d'une grande importance chez les gouvernements essayant de faire face à ce sérieux problème. Des alternatives à cette dépendance directe ? La solution a déjà été mise en place depuis les années 1970. La politique des barrages, érigé par FEU sa Majesté le Roi Hassan II, représente un détour pour l'agriculture marocaine. Irriguer un million d'hectares à l'horizon 2000, tel était l'objectif de ce vaste et ambitieux programme à travers l'édification d'un grand nombre d'ouvrages pendant ses premières années avant d'organiser la création de nouveaux barrages et de faire en sorte que un barrage soit édifié par an. Le barrage El Wahda, comme le montre l'image figurante dans ce document, est le plus grand barrage du Maroc. Edifié pendant le règne de SM le Roi Hassan II, il représente un modèle pour la politique des grands barrages. Maîtriser et stocker l'eau de surface par les barrages pendant les périodes humides pour pouvoir l'utiliser tout au long de l'année, tel était la principale base de cette politique. En 1974, presque 10 ans après le démarrage de cette politique, la réussite de ce programme commençait à se sentir. Ainsi, et en 10 ans, c'est le volume de l'eau retenue qui va être multiplié par trois, comme le note on dans l'article issu du magazine Terre et Vie. Dans les périmètres de grande irrigation, les superficies aménagées s'étaient durant la même période étendues de près de 180 000 ha, ce qui revenait à un accroissement de plus de 130 % par rapport à la situation qui existait en 1967. Aujourd'hui, on a dépassé un peu plus les 1 million d'hectares irrigués ou 10% de la surface totale cultivée. Mais ceci est-il suffisant pour contribuer à un développement durable du secteur.

A vrai dire, le problème des aléas climatiques et la dépendance de l'agriculture de ces facteurs existe toujours. Cette année même, on vit une conséquence de cette dépendance. Notre agriculture est en mauvais état. On ne peut plus supporter l'importation des denrées alimentaires de base à cause de leur flambée aux cours mondiaux mais aussi aux subventions qu'accorde la caisse de compensation à ces denrées. La solution de l'irrigation a été entreprise depuis les années 1970. Cependant, elle demeure toujours limitée avec une couverture de 10% des territoires agricoles seulement. Chose qui nécessite l'intervention des gouvernement pour mettre en place des mécanismes efficaces pour étendre le champ de cette irrigation et contribuer au mieux au développement aussi du secteur agricole qu'au développement de toute l'économie marocaine.